

Le Courriel d information

n°167 – Mardi 12 septembre 2000.

TOUS A PRAGUE

Dans ce numéro

En bref...

1- Appel unitaire – France. Tous à Prague ! Appel à manifester le 26 septembre à Prague et partout là où vous êtes. Vous y trouverez des informations pour vous rendre à Prague.
2- Rejoignez-nous à Prague. Appel de Jubilé 2000 pour la journée du 24 septembre ainsi que pour celle du 26 septembre. Vous y trouverez aussi des informations pour vous logez à Prague.
3- Droit à l Habitat. Conférence internationale à Paris et manifestation. Du 24 au 26 septembre.
4- La crise asiatique est-elle derrière ou devant nous ? La crise financière est derrière nous et nous avons été épargné dit la doxa... Est-ce réel ?
5- Femmes de l est et de l ouest dans l Europe d aujourd hui. Dans la cadre des rencontre de Die du 13 au 15 octobre un colloque sur ce sujet.

Appel unitaire - France

Il faut annuler la dette !
A Prague, A Paris...
Coup d'arrêt au FMI et à la Banque mondiale

A Paris : Manifestation le 26 septembre à 18 heures, métro Iéna, à proximité du FMI et de la Banque mondiale.

A Prague : calendrier et informations
http://globenet.org/ifi ou
http://www.local.attac.org/paris11/prague2000.htm

Du 26 au 28 septembre 2000, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale tiennent à Prague leur assemblée générale annuelle. Vingt cinq mille "décideurs" économiques et politiques sont attendus pour, une fois encore, imposer les recettes néo-libérales aux peuples du monde.

De quoi s'agit-il ?

Cette fois comme les autres fois, d'examiner comment les pays pauvres, ceux de l'est notamment, vont pouvoir s'endetter, rembourser toujours plus pour s'endetter encore. Ce cercle vicieux est de ceux qui ont conduit partout dans le monde à appauvrir les peuples, exacerber toutes les inégalités, stériliser le développement. Il participe, avec d autres institutions financières internationales et l OMC, d'une marche forcée à la mondialisation des marchés financiers, à une véritable "marchandisation" du monde et des êtres humains.

Véritables huissiers mondiaux, au service des opérateurs privés que sont les grands agents financiers des pays de l'OCDE - banques et multinationales -, le FMI et la Banque mondiale ont partout imposé, à travers les programmes d'ajustement structurel, les mêmes politiques économiques : réduction du rôle des États dans la régulation économique, réduction des dépenses publiques de santé et d'éducation, pression sur les salaires et les systèmes de protection sociale, libéralisation des



marchandises et exploitation effrénée des ressources, libéralisation des mouvements de capitaux et privatisations, etc.

Promoteur de cette logique libérale, le FMI et la Banque mondiale portent une lourde responsabilité dans les dernières crises financières et l'hyper spéculation actuelle.

Certes, leurs politiques s'appliquent prioritairement aux pays dits pauvres, du sud et de l'est. Mais leurs médecines ont force de loi et inspirent celles que nous subissons dans nos pays, dits riches ; elles attaquent nos emplois, notre santé, notre protection sociale, notre service public d'éducation. Emettant en concurrence les peuples entre eux, les travailleurs du sud contre ceux du nord, ces politiques constituent le premier facteur d'instabilité et d'insécurité partout dans le monde. Les plans d'ajustement structurels ont entre autres effets d'immigration contrainte, avec son cortège d'injustices humaines et sociales.

Le bilan économique, social, humain et écologique de ces institutions, de leurs orientations économiques, de leur mode de fonctionnement est désastreux. Comme l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale sont aujourd'hui des institutions massivement rejetées par les opinions publiques du monde entier. C'est ce qu'ont traduit les rassemblements de la société civile notamment à Seattle, Washington, Millau... Pourtant, même si elles reconnaissent du bout des lèvres l'existence d'une "société civile", elles renvoient la transparence à plus tard, refusent toute politique alternative, combinent autisme et arrogance, tout en continuant d'épuiser les peuples et la planète. La réunion de Prague doit être l'occasion de porter un coup d'arrêt aux décisions du FMI et de la Banque mondiale, aux gouvernements et aux marchés financiers qui les inspirent.

Il est temps, il est grand temps d'annuler la dette, de refonder les institutions financières internationales, d'exiger une autre politique, tournée vers une économie au service de l'humanité, la réduction des inégalités, la promotion des droits fondamentaux indispensables à un développement durable.

Il est temps de se réapproprier, ensemble, les mécanismes de notre monde. Le 26 septembre sera, partout dans le monde, une journée de manifestations de débats et de pour exiger une autre politique.

Cela sera le cas à Prague, où se retrouveront des manifestants de France et l'Europe toute entière. Cela sera le cas dans de nombreuses villes de France, notamment à Paris où les organisations sous signées appellent à une manifestation au métro Iéna, à 18 heures, proximité des sièges du FMI et de la Banque mondiale.

Sommet de Prague : quels enjeux ?
Réunion débat avec la participation de Susan George, Gus Massiah, Bernard Maris, à la Bourse du travail de Paris le 20 septembre, 19h30.

Pour aller manifester à Prague, inscription aux départs en commun de Paris, renseignements et inscriptions au 01 42 58 82 28, de 18 à 21 H. e-mail : prague2000@ras.eu.org

Premiers signataires : ATTAC, Agir ici, CGT, Chiche, DAL, Groupe des dix - Solidaires, Fédération CGT des finances, FSU, LCR, Les Verts, Marches européennes contre le chômage, Mouvement de la jeunesse communiste, PCF, Socialisme par en bas ...

Rejoignez-nous à Prague

Les Rencontres annuelles de la Banque Mondiale et du FMI ont lieu à Prague en septembre. Après l'échec du Sommet du G8 pour convenir quelque nouvelle mesure que ce soit pour annuler des dettes, Jubilé 2000 doit se tourner à présent vers le FMI et la Banque Mondiale et exercer directement sur eux une pression massive

Ces institutions ont bloqué l'annulation de dette et ont imposé des conditions économiques qui ont fait augmenter la pauvreté. A la différence d'autres créditeurs, ils n'ont fait aucune promesse pour annuler 100% des dettes qui leur sont directement dues. Nous devons rendre publiques l'injustice du FMI et de la Banque Mondiale qui agissent comme juge, juré et plaignant lorsqu'il s'agit d'annuler des dettes et de l'impact que cela a sur les millions de personnes miséreuses.

Jubilé 2000 République tchèque organise une manifestation pour l'annulation de dette le Dimanche 24 septembre à Prague, qui portera le deuil des 19 000 enfants qui perdent la vie chaque jour comme résultat de la crise de la dette. Nous nous joindrons à d'autres organisations pour un éventail d'activités au cours de cette semaine. Nous avons besoin que le plus grand nombre possible de personnes vienne. Ceci sera la dernière action d'envergure centrée pour l'année du millénaire, et



l'opportunité de canaliser notre colère contre le G8 qui a été incapable d'entreprendre une action concrète pour que les choses progressent dans les derniers mois de l'année.

Calendrier des événements qui auront lieu à Prague

22-29 Septembre

Les réunions de la Banque Mondiale et du FMI auront lieu au cours de cette période au Centre du Congrès.

Samedi 23 Septembre

Le centre d'accueil international de Jubilé 2000 offre un point de rassemblement et un espace d'action/information pour les militants à Prague tout au long du week-end.

Le Président Havel est l'hôte d'un dialogue entre ONGs et officiels de la Banque Mondiale et du FMI au château de Prague (sur invitation uniquement).

Dimanche 24 Septembre

La manifestation de Jubilé 2000 a lieu tard dans la matinée. Depuis un point de rassemblement dans la vieille ville historique, une marche devant l'hôtel où de nombreux délégués du FMI et de la Banque Mondiale logeront finira par un rassemblement et une action symbolique sur un site en surplomb de la ville et jusqu'au Centre du Congrès où les réunions du FMI et de la Banque Mondiale auront lieu. S'il vous plaît, venez habillés en noir pour symboliser le deuil, et apportez une croix blanche ou un autre symbole de souvenir.

'Nous croyons en un monde unique', une réunion inter-religion explorant le rôle des religions pour traiter l'inégalité, a lieu dans l'après-midi à l'Eglise du Saint Sauveur dans la vieille ville. Une messe spéciale aura également lieu au début de la matinée dans le centre de Prague.

Lundi 25 - Mercredi 27 Septembre

'Un Message Différent', forum public sur la Banque Mondiale et le FMI et les questions de dette, de commerce et d'environnement organisé par Jubilé 2000, Bankwatch et Friends of the Earth International. Aura lieu à la Bibliothèque Municipale dans la Vieille Ville (mardi et jeudi, 10.00-22.00 heures), et à l'Eglise du Saint Sauveur (mercredi, 11.00-14.00 heures). Pour s'inscrire au forum, envoyez un E-mail à publicforum@jubilee2000uk.org .

Jeudi 26 Septembre

Manifestations 'S26' contre le FMI et la Banque Mondiale, ayant lieu à Prague et au niveau international.

Logement

Il est possible de loger jusqu'à 15 000 personnes au Stade Strahov, près du centre-ville. Pour 250 Francs environ (25£) par séjour (jusqu'à 7 nuits), vous pouvez camper dans des tentes fournies par le stade ou monter votre propre tente. Le prix inclut des douches et des toilettes, un service de sécurité, un service d'organisation, un dispositif de recyclage des déchets, un nettoyage quotidien et final du camp.

E-mail tent@fam.cz ou appelez le 00.42.607.922 968 pour une réservation.

Protestation pacifique

Il y a eu une certaine spéculation dans la presse à propos des projets pour les manifestations à Prague. Jubilé 2000 a insisté sur le fait que, si nous protestons vigoureusement contre l'inaction de la Banque Mondiale et du FMI pour annuler les dettes, tous nos événements seront - comme toujours - totalement pacifiques et non-violents. Nous travaillerons avec des organisations tchèques et les autorités tchèques, y compris la police, pour un planning de nos activités et de notre présence à Prague.

Si vous ne pouvez pas venir...

Vous pouvez toujours agir! Les campagnes Jubilé 2000 ont prévu des événements au niveau international pour coïncider avec les réunions de Prague - avec des cérémonies de souvenir similaires pour les vies perdues par la dette, les bureaux du FMI et de la Banque Mondiale et les ministères des finances tout autour du monde. Vous pourriez organiser quelque chose au niveau local en adoptant le thème du souvenir.

D'autres détails seront affichés sur le site web de Jubilé 2000, www.jubilee2000uk.org .
Si vous avez une question spécifique, envoyez SVP un E-mail à prague@jubilee2000uk.org

Droit à l Habitat



Réunion européenne des ministres du Logement à Paris les 25 et 26 Septembre

Appel à Mobilisation - 24 septembre 2000 - Manifestation européenne

25-26 septembre 2000- Rencontres européennes pour le Droit à l'Habitat

Cher(e)s ami(e)s,

A l'occasion de la rencontre européenne des ministres du Logement, qui se tiendra à Paris les 25 et 26 septembre 2000, les associations françaises d'habitants, les associations de défense du Droit au logement et Habitat International Coalition (HIC Europe Focal Point) organisent à Paris une série d'initiatives et de mobilisations.

Une manifestation de rue est prévue le dimanche 24 septembre après-midi à l'appel des organisations de défense des mal-logé et des sans-logis. Le lieu de rassemblement de la manifestation et son parcours seront communiqués ultérieurement.

Des rencontres européennes des associations d'habitants sont également organisées à Paris les lundi 25 et mardi 26 septembre. Le programme détaillé de ces rencontres sera finalisé dans les prochains jours. Vous pouvez cependant signer l'appel à mobilisation (cf. ci-joint) rédigés par les participants à Local Heroes 21 (Berlin, 3-6 juillet 2000) et nous retourner dès aujourd'hui le bulletin de pré-inscription aux rencontres. Nous pourrons ainsi mieux évaluer les besoins en logement et en financement de transports.

RAPPEL

Les rencontres se préparent aussi sur Internet : vous pouvez dès aujourd'hui participer au forum de discussion sur Internet en vous connectant sur le site www.habitants.org .

Merci de diffuser cette information au sein de vos réseaux, de vos associations et auprès de vos militants

En comptant que nous soyons nombreux à Paris du 24 au 26 septembre,
Amicalement,
Le Comité d'organisation

* Pour plus d'informations sur la manifestation, vous pouvez contacter :
DAL - 8 rue des Francs-Bourgeois - 75 003 Paris dal@globenet.org - tel ++ 33 142782200 - fax ++ 33 142782211

* Pour plus d'informations sur les rencontres européennes pour le Droit à l'Habitat, vous pouvez contacter :
France : AITEC - 21ter rue Voltaire - 75 011 Paris aitec@globenet.org - tel ++ 33 143712222 - fax ++ 33 144647455
Europe : HIC Europe Focal Point c/o Unione Inquilini - via Carlo Bettella, 2/ter - 35 133 Padova – Italia pad48@padovanet.it - tel ++ 39 049691771 - fax ++ 39 02700415592

Appel à Mobilisation

Le non-respect du droit au logement touche toutes les populations vulnérables et remet en cause la possibilité pour chacun de vivre dignement et en sécurité pour sa santé, sa famille, son épanouissement (notamment les pauvres, chômeurs, salariés précaires, immigrés, jeunes, personnes âgées, célibataires, parents isolés, familles nombreuses, handicapés, minorités...).

60 millions d'Européens vivent sous le seuil de pauvreté, entre 15 et 18 millions sont mal logés, environ 3 millions sont sans logis, et des centaines de milliers sont expulsés chaque année alors que plusieurs dizaines de millions de logements sont vacants, la part des budgets consacrés au logement est en baisse.

Les gouvernements des pays européens accélèrent la libéralisation des marchés et abandonnent les politiques de protection du logement :
·Les locataires sont livrés aux lois du marché (dérégulation des loyers, précarisation des statuts locatifs) ;
·Les couches populaires sont chassées des centre-villes et des zones de rénovation spéculatives ;
·Les discriminations racistes et sociales se renforcent et alimentent la formation de ghettos urbains, la renaissance des bidonvilles, la persistance des taudis ;
·Les ONG, sans moyens financiers adéquats ni véritable partenariat se voient déléguer la gestion de la crise du logement.

Ces politiques sont en contradiction avec :
·Les obligations légales contractées par les Etats européens qui ont tous signé le pacte de l'ONU des droits économiques et sociaux,
·Les déclarations et les engagements pris au niveau du Parlement européen relatif au droit au



logement et à la construction de l Europe sociale.

La résistance à la mondialisation libérale et capitaliste commence à porter ses fruits comme à Seattle, Millau... Dans de nombreux pays existent des organisations populaires qui luttent contre les expulsions, proposent une gestion des quartiers à dimension humaine, se réapproprient des terrains ou des logements vacants, auto-construisent et réhabilitent des logements, luttent contre les hausses de loyer... Ces mouvements de résistance d habitants agissent au plan local ou national mais les conséquences de l européanisation et de la mondialisation des marchés sur l espace urbain appellent à renforcer la mobilisation internationale.

Dix ans après leur première rencontre, les ministres européens du logement se retrouvent à Paris les 25 et 26 septembre prochains. Les mouvements d habitants y seront aussi ! Il est temps que nous prenions aussi la parole pour revendiquer le droit de vivre décemment dans tous les quartiers de la ville, y compris les centres, grâce à des politiques nouvelles que les pouvoirs locaux, nationaux et européens doivent mettre en oeuvre dans leur agenda.

Nous appelons à une mobilisation européenne afin que les ministres du logement s engagent au plan national et européen à :
·Inscrire le droit au logement dans la Charte européenne et en faire un critère de convergence ;
·Introduire une législation pour : empêcher les expulsions sans relogement satisfaisant, sécuriser les statuts locatifs, permettre l accès à un logement satisfaisant de toutes les catégories sociales ;
·Mobiliser les logements vacants en faveur des ménages pauvres (taxation, réquisitions) ;
·Développer le parc locatif social dans les agglomérations en crise financé par les Etats et l Union européenne ;
·Soutenir les expériences innovantes de gestion urbaine ou d auto-construction réalisées par les habitants.

Paris est une étape pour continuer à bâtir un réseau européen et mondial des luttes urbaines qui se retrouvera à Mexico du 2 au 6 octobre à l Assemblée mondiale des habitants, puis a New York en Mai 2001, à l ONU pour "Istanbul + 5 ".

Contacts:
France: DAL – 8 rue des Francs Bourgeois – 75013 Paris dal@globenet.org - Ph: (331) 42 78 22 00 – Fax : (331) 42 78 22 11 ; AITEC – 21 ter rue Voltaire – 75011 Paris, – Ph: (331) 43 71 22 22 – Fax – (331) 44 64 74 55
Europe: HIC Europe Focal Point c/o Unione Inquilini – via Carlo Bettella, 2/ter – 35 133 Padova – Italia pad48@padovanet.it – Ph: (39) 049 6 91 771 – Fax: (39) 02 70 04 15 59
Allemagne : Habitat Forum Berlin - Baerwaldstr. 51 - 10961 Berlin - Ph: (49) 30 694 67 09 – Fax : (49) 30 693 31 09 info@habitat-forum-berlin.de MieterInnenverein Witten, Postfach 1928 - D-58452 Witten - Ph: (49) 202 455994/2302-276171 - Fax. (49) 2302/27320 unger@mvwit.de

Bulletin de pré-inscription our les Rencontres européennes pour le Droit à Habiter
A retourner au plus vite par courrier ou par fax à : Aitec, 21 ter rue voltaire, 75 011 Paris - Tel : 01 43 71 22 22 - Fax : 01 44 64 74 55

(un bon d'inscription par personne, svp)

Nom, prénom :

Organisation :

Domaine d'activité :

Adresse :

E-mail :
Tel :
Fax :

Je m'inscris pour les Rencontres européennes pour le Droit à Habiter et je serais présent(e) le :

q 24 septembre
q le 25 septembre
q le 26 septembre

Merci de me réserver un logement :
q en groupe
q dans une famille
q en chambre 2 Pers.
du ____ au ____ septembre 2000.

Je prends ou mon organisation prend en charge mes frais :
q de transport
q d'hébergement

q Je désire que mes frais de transport soit partiellement/totalement pris en charge par les organisateurs, soit ________ (évaluation en Euros : __________) *



q Je désire que mes frais d'hébergement soient partiellement/totalement pris en charge par les organisateurs *

q Je vous adresse/je vous adresserais une contribution écrite en préparation de des rencontres européennes.

* Sous réserve que nous obtenions les financements pour pouvoir assurer les prises en charges.

Attention : la traduction sera assurée pour le français et l'anglais, si possible pour une troisième langue (allemand ou espagnol, en fonction des inscriptions). Pour les personnes ne parlant ni français ni anglais, merci de bien vouloir nous le préciser avec ce bulletin, nous essayerons de trouver une solution.
Il faut une traduction dans la langue :

La crise asiatique est-elle derrière ou devant nous ?

On entend souvent dire que la crise financière, qui a ruiné les économies asiatiques en 1997, est aujourd'hui derrière nous. (FMI, Banque asiatique de Développement...) Quelles sont donc ces "améliorations" miraculeuses qui se sont produites au cours des derniers mois ?

Tout d'abord, loin de s'éloigner, la perspective d'une nouvelle crise financière dans la région fait à nouveau parler d'elle. Au 24 Juillet dernier, jour de la 33e Conférence annuelle de l'Asean (Association des Nations du Sud-Est Asiatique), on constatait une baisse du baht thaïlandais depuis 9 mois, du peso philippin depuis 20 mois et de la roupie indonésienne depuis 21 mois. Le Pdt de la BDA (Banque de Développement Asiatique, filiale de la Banque Mondiale) a été obligé de le reconnaître dans un discours récent :

"En dépit d'un rétablissement remarquable opéré après la crise financière asiatique, l'Asie continue d'être affectée par "des taux inacceptables de privation, d'analphabétisme, de malnutrition enfantine, de disparité sexo-économique et de "dégradation de l'environnement. Même de nos jours, près de 30 % de sa population n'a pas accès à l'au potable, "environ 70 % aux services de santé. Presque 50 % d'asiatiques demeurent illettrés. 900 millions d'habitants de la "région vivent encore en situation de pauvreté. La crise asiatique a démontré comment ceux qui ont pu récemment "échapper à cette pauvreté peuvent y retomber rapidement" (Remarques sur le rétablissement économique Août 2000)

Aucun effort sérieux n'a été fait pour mettre en application les accords permettant aux pays de la région (avec la participation du Japon, de la Corée et de la Chine) de faire appel à une réserve de change pour faire face à une attaque spéculative contre une de leurs monnaies., accord cependant pris pendant la réunion annuelle de la Banque asiatique de Développement en mai dernier. C'était pourtant le moment d'en démontrer son efficacité.

.Autre point négatif : l'Afta (Zone de Libre-échange asiatique) sombre également. Le libre-échange aurait du devenir effectif à compter de 2002 pour les 6 membres fondateurs. Or, avant même le déclenchement de la crise financière, leurs gouvernements avaient prévu l'exemption de produits agricoles "sensibles". Mais le coup le plus dur pour l'Afta a été l'opposition déterminée de la Malaisie de libéraliser son industrie automobile. En conséquence de quoi, les autres Etats ont réclamé l'extension de la date d'application, que certains ont prévu de reporter à 2010.

Ce désir de repousser la date d'entrée en application du libre-échange prend évidemment sa source dans la crise de 97 qui a fragilisé les économies nationales et qui a pour but de continuer à les protéger. Mais ce n'est probablement pas la seule et unique raison. L'établissement de l'Afta avait été décidé pour répondre à la concurrence de l'APEC (Coopération Economique Asie-Pacifique) qui devait couvrir la zone allant de San Francisco à Auckland. La pression de ce groupement, comme concurrent sérieux de l'Afta, a aujourd'hui disparu.

Ses différents gouvernements ont des visions différentes sur l'accord de libre-échange régional. Certains (Philippines et Singapour) considèrent la réduction tarifaire comme un pas vers l'Intégration de la région dans un système de globalisation du libre-échange. D'autres (l'Indonésie et d'une certaine manière, la Malaisie) considèrent le commerce préférentiel régional comme un moyen de créer un vaste marché protégé ayant pour but de stimuler l'Industrialisation régionale en se substituant aux importations hors-zone.

Comme on le voit, la globalisation chère à notre Quad, (USA,EU, Canada, Japon) risque encore d'attendre pas mal de temps !



Le texte de Walden Bello, DG de Focus, a servi à la réalisation de cet article.
Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org Où que vous soyez, vous pouvez aider ce groupe thématique, il suffit de le contacter... Merci

Femmes de l Est et de l Ouest dans l Europe d aujourd hui

11e Rencontres Européennes de Die, 13 -15 octobre 2000 - Femmes de l Est et de l Ouest dans l Europe d aujourd hui

En collaboration avec
Le Courrier des Pays de l Est
Diagonales Est-Ouest
Le Monde Diplomatique
La Nouvelle Alternative
Transeuropeennes

Un homme sur deux est une femme!...

Apres les combats menés par les féministes dans les années 60-70, les femmes ont obtenu un statut et une avancée de leurs droits. Pour nombre d entre elles cependant, la réalité garde une saveur bien amère : injustices et exclusions sont leur pain quotidien.

Les femmes continuent de subir le joug d une domination masculine ancrée dans les cultures les plus diverses. Discriminations, stéréotypes, harcèlements, humiliations et sexisme perdurent dans le quotidien, la sphère domestique et professionnelle, le langage, les rapports de pouvoir et la représentation politique. De nombreux bastions masculins demeurent infranchissables. Le corps des femmes reste une marchandise qu on affiche sur les étals et dans les vitrines, qui se négocie et se consomme sans états d âme et sans vergogne. La pénalisation du viol et des atteintes contre l Integrite physique et psychologique des femmes, le droit et la pratique de l Interruption Volontaire de Grossesse sont encore remis en cause.

A l Est, pendant la période communiste, l Etat avait mis en place un dispositif social favorisant l émancipation et la promotion des femmes. Le droit au travail leur a été très vite reconnu et, pour qu elles puissent l exercer, des avantages sociaux réels leur ont été octroyés. En politique, cependant, l égalité restait très formelle: comme à l Ouest, les instances dirigeantes ne comprenaient que très peu de femmes. Depuis la chute du mur de Berlin, la mise en oeuvre du libéralisme économique a provoqué presque partout une détérioration importante des conditions de vie des femmes.

Le chantier de l égalité entre les hommes et les femmes reste largement ouvert à l orée du XXIeme siècle. La rupture est amorcée mais les représentations sociales se parent d artifices et les femmes n ont toujours pas accès à la parole publique alors que toute organisation sociale repose sur elles.

A l heure où, partout dans le monde, des femmes se mettent en marche, le colloque tentera un tour d horizon de la situation des femmes en Europe, à l Est comme à l Ouest, plusieurs thèmes seront abordés: les féminismes aujourd hui, le travail et l emploi des femmes, femmes et politique, les violences faites aux femmes.

L objectif de ces rencontres est justement de croiser en permanence les regards, dans leur diversité et leur convergence, de prendre la mesure des réalités vécues par les femmes d Est en Ouest et de poser la question des conquêtes à mettre en oeuvre.

Vendredi 13 octobre, 17h30
Séance inaugurale présidée par Edith Lhomel, sociologue, Le Courrier des Pays de l Est, la Documentation Francaise

Femmes liberees ?
Barbara Labuda, secr taire d Etat à la Présidence, Pologne
Mathilde Dubesset, historienne, Institut d Etudes Politiques de Grenoble, France
Christine Delphy, sociologue, C.N.R.S., Nouvelles Questions féministes, France
Annick Houel, professeure de psychologie à l Université de Lyon II, Centre d études féministes, France
Svetlana Slapsak, anthropologue, Netherlands Institute for Advanced Study in the Humanities and Social Sciences et Ljubljana Graduate School in Humanities, Slovénie / Yougoslavie
Tatyana Golitchenko, philosophe, maitre de conférences a la chaire de politologie de l Universite Kiev-Mohyla, Ukraine
Agata Araszkiewicz, co-fondatrice du groupe féministe Kobiecy Podmiot Kolektywny, chercheuse en littérature féminine, Académie des Sciences SNS IFiS PAN, Varsovie, Pologne

Samedi 14 octobre
9h00 - 12h00
Séance presidée par Carine Clement, rédactrice Diagonales Est-Ouest, France
Le travail: entre émancipation et ségrégation...



Mireille Amiel (sous reserve)
Marianna Knothe, fondatrice et présidente du Centrum Promocji Kobiet (Centre pour la Promotion des Femmes), Pologne
Iulia Hasdeu, ethnologue, Ecole Nationale de Sciences Politiques et d Administration, Société des Analyses Féministes de Bucarest (ANA), Roumanie
Natalia Lapina, sociologue, professeure a la Maison des Sciences de l Homme a Paris, Russie
Irma Inaridze, Groupe de Soutien aux Initiatives des Femmes, Georgie

14h - 18h30
Séance présidée par Catherine Samary, économiste, Université de Paris IX-Dauphine, collaboratrice au Monde diplomatique
Les Femmes et la politique: le bal des fantomes
Mathilde Dubesset, historienne, I.E.P. de Grenoble, France
pour l Europe Centrale: Jacqueline Heinen, professeure de sociologie, université de Versailles- Saint Quentin-en-Yvelines/ I.E.P. Paris, France
Herma Ebinger, journaliste, Europaeische Kooperative Longo mai, Allemagne (ex RDA)
pour l Armenie: Muriel Pernin, romancière et journaliste, rédactrice Diagonales Est-Ouest, France
Temoignages
Barbara Labuda, secrétaire d Etat à la présidence, Pologne
Isabelle Bizouard, maire de Die, conseillère régionale Rhone-Alpes, France
Michele Rivasi, deputee de Valence, France
Claire Kirkyacharian, conseillère municipale de Grenoble, France
Marianne Eriksson, députée au Parlement Européen - Commission des droits de la femme et de l égalité des chances, Suède (sous reserve)

Dimanche 15 octobre, 9h00 - 10h30
Séance présidée par Lydie Cerniglia, présidente de Solidarité Femmes de Grenoble, France
Violences contre les femmes
Violences des hommes, violences des Etats
Marie-Victoire Louis, sociologue, CNRS, France
Violences politiques: le viol comme arme de guerre
Veronique Nahoum Grappe, sociologue, Centre d Etudes Transdisciplinaires Sociologie, Anthropologie, Histoire, E.H.E.S.S., France
Hajra Catic, présidente de l association Femmes de Srebrenica (Zene Srebrenica), Bosnie
Rada Ivekovic, philosophe, professeure a l Université de Paris VIII
Violences symboliques
Violet Krikorian, poète, Arménie

11h00 - 13h00
Vers de nouvelles conquêtes!
Jean-Yves Potel, Institut d Etudes Européennes de l Université de Paris VIII, France
Margareta Vasilieva-Delpeuch, bulgare, Etudes Slaves, Universite de Grenoble

contacts : Helene Balasakis et Xavier Caseneuve - 04 75 22 12 52

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

- Mardi : BRUXELLES – LIEGE - AIX EN PROVENCE – CONFLANS SAINTE HONORINE – NICE – SOPHIA ANTIPOLIS – ANGOULEME – SALON DE PROVENCE – ORLEANS – PARIS 14 – MONTLUCON
- Mercredi : PARIS 11 – DIJON – MARSEILLE – PARIS13 – ROUEN – PARIS NORD OUEST
- Jeudi : CHATELLERAULT – ROUEN
- Vendredi : SAINT PIERRE – DIEPPE – LA ROCHE FORON